



DGAS
Service des Etablissements
39 rue de Beaulieu
86034 POITIERS CEDEX

RENDU EXECUTOIRE LE

27 FEV. 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 09/02/2023

Reçu en préfecture le 09/02/2023

Publié le

ID : 086-228600011-20230208-23_A_SE_00162-AR

S²LO

ARRETE N° 2023-A-DGAS-DA-SE-0162

du **08 FEV 2023**

Portant fixation pour 2023 de la dotation de
fonctionnement pour le Service
d'Accompagnement de l'ESAT ESSOR
géré par le Centre Hospitalier Henri Laborit
de Poitiers

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU la délibération du 16 décembre 2022 du Conseil Départemental de la Vienne
relative à la tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux du secteur de
l'enfance, des personnes âgées et des personnes handicapées ;

VU l'arrêté n° 2019-A-DGAS-DHV-SE-0164 du 11 mars 2019 portant la capacité de
18 à 25 places du Service d'Accompagnement de l'ESAT ESSOR ;

VU l'arrêté n° 2019-A-DGAS-DHV-SE-0165 du 12 mars 2019 modifiant les
conditions d'habilitation à l'aide sociale du Foyer d'Hébergement et du Service
d'Accompagnement de l'ESAT ESSOR ;

VU les propositions budgétaires du Service transmises le 18 octobre 2022 ;

VU le rapport des services départementaux transmis le 22 décembre 2022 ;

En l'absence de réponse écrite transmise par les gestionnaires ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : Montant de la Dotation de Fonctionnement

Le montant de la dotation de fonctionnement attribué au CHHL pour le Service d'Accompagnement de l'ESAT ESSOR au titre de l'année 2023, est arrêté à 206 398,77 €, dont 23 002,69 € pour le Suivi de l'Accueil Familial.

ARTICLE 2 : Modalités de versement de la Dotation de Fonctionnement

La dotation de fonctionnement susmentionnée sera versée de la façon suivante :

- de janvier à novembre : 11/12^{ème} des 90 % de la DG annuelle versés mensuellement ;
- en décembre : 1/12^{ème} de 90 % de la DG annuelle + 10 % de la DG annuelle avec une régularisation éventuelle sur la base du nombre réel de ressortissants de la Vienne ayant des droits ouverts à l'aide sociale.

A la suite du calcul d'une éventuelle dotation de régularisation basée sur les états de présence, un arrêté de tarification pourra être émis, le cas échéant, dans le courant du mois de novembre, notifiant le montant de la dotation de régularisation qui sera versée en décembre.

Dans le cas où la dotation n+1 n'est pas arrêtée avant le 1^{er} janvier n+1, le Département de la Vienne continuera à régler la quote-part fixée à l'article 3 jusqu'à fixation de la nouvelle quote-part.

Suite à la fixation de celle-ci, il sera procédé à la régularisation des versements avec l'acompte mensuel du 1^{er} mois d'effet de l'arrêté.

ARTICLE 3 : Détermination des quotes-parts Vienne de la Dotation de Fonctionnement

Le montant annuel de la dotation de fonctionnement 2023 au titre des 25 personnes dont le domicile de secours est en Vienne et qui sont accompagnées par le SAVS sera de 206 398,77 €.

Par conséquent, les mensualités sont de 15 479,91 € (soit 90 %) sur la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023, selon modalités de versement exposées à l'article 2 du présent arrêté.

Conformément à la dotation de régularisation également prévue l'article 2 du présent arrêté, le montant de la dotation pourra être diminué ou augmenté si le nombre de bénéficiaires est inférieur ou supérieur à celui prévu lors de l'élaboration du budget ou si l'admission à l'aide sociale n'a pas été prononcée.

ARTICLE 4 : Détermination des tarifs journaliers opposables aux autres Départements

A la quote-part de la dotation de fonctionnement mentionnée à l'article 1 du présent arrêté correspondent les tarifs journaliers, applicables aux ressortissants hors Vienne accueillis au SAVS / SAF :

Pour une place de SAVS	687,99 € par mois 37,53 € par jour
-------------------------------	---

ARTICLE 5 : Voies de recours

Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc **d'un mois** à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc **d'un mois** à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

ARTICLE 6 : Exécution de l'arrêté

Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités et le Gestionnaire et la Direction du service sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié sur le site internet du Département de la Vienne en vertu de l'ordonnance du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales.

Fait à Poitiers, le **08 FEV. 2023**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON



Direction Générale Adjointe des Solidarités
Direction de l'Autonomie
Service des Etablissements

Envoyé en préfecture le 09/02/2023
Reçu en préfecture le 09/02/2023
Publié le
ID : 086-228600011-20230208-23_A_SE_00162-AR

S'LO

06 FEB. 2023

DOTATION GLOBALISEE COMMUNE (DGC) 2023

au profit de l'association CENTRE HOSPITALIER HENRI LABORIT
dans le cadre du Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens

FICHE EXPLICATIVE
pour le calcul de la quote-part de la DGC et des tarifs journalier pour l'année 2023
applicables à l'établissement :

Nom	Service d'Accompagnement à la Vie Sociale
Commune	Mignaloux-Beauvoir
FINESS	860785781
Autorisation de fonctionnement en vigueur	selon arrêté n° 2019-A-DGAS-DHV-SE-0164 du 11/03/2019
Capacité installée 2023	25 places

1- Evolution de la DGC

L'organisme gestionnaire bénéficie au global du taux d'évolution de 1,50 % pour l'année 2023 conformément aux dispositions du CPOM.

Pour l'établissement, il s'agit d'un taux d'évolution de 1,50 % compte tenu de la ventilation budgétaire retenue.

2- Quote-part de la DGC accordée au service

⇒ 206 398,77€

dont 23 002,69 € au titre du Suivi Accueil Familial

↳ soit un coût place uniquement SAVS

⇒ 7 335,84 €

3- Quote-part de la DGC pour les ressortissants Vienne

⇒ 206 398,77 €

* sur la base de l'activité prévisionnelle 2023 transmise le 18/10/2022 par l'association CENTRE HOSPITALIER HENRI LABORIT

↳ au titre du SAVS

183 396,08 €

pour un nombre de ressortissants Vienne de* : 25

↳ au titre du Suivi Accueil Familial

23 002,69 €

4- Mensualités correspondantes à la quote-part Vienne

En conséquence, les 12 mensualités à verser par le Département de la Vienne s'élèvent à 15 479,91 €, compte tenu du versement de 90 % de la quote-part Vienne conformément aux dispositions du CPOM, soit :

↳ au titre du SAVS

13 754,71 €

↳ au titre du SAF

1 725,20 €

Les 10 % restants de la quote-part Vienne de la DGC, soit 20 639,88 €, doivent faire l'objet d'une éventuelle régularisation après rapprochement de l'activité réalisée sur les 8 premiers mois de l'année et des droits ouverts à l'aide sociale, soit :

↳ au titre du SAVS

18 339,61 €

↳ au titre du SAF

2 300,27 €

Envoyé en préfecture le 09/02/2023

Reçu en préfecture le 09/02/2023

Publié le

S'LO

ID : 086-228600011-20230208-23_A_SE_00162-AR

5- Dotation mensuelle et Tarif journalier opposables aux autres Départements

Conformément à l'activité prévisionnelle 2023 transmise le 18/10/2022 par l'asso

HENRI LABORIT et retenue, les tarifs journaliers opposables aux autres départements s'élèvent à :

	Montants 2023
Dotation mensuelle pour un temps plein	687,99 €
Tarif journalier pour un temps plein	37,53 €